













**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
COMMUN A TOUS LES LOTS**

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fourniture et livraison de matériel de culture drosophile
pour la plateforme « Drosophile » du CNRS Occitanie Est**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|--|--------------------------------|---|
|  | Objet | Fourniture et livraison de matériel de culture drosophile pour la plateforme Drosophile du CNRS Occitanie Est |
|  | Type de contrat | Accord-cadre |
|  | Nombre de lots | 2 |
|  | Tranches optionnelles | Sans tranches optionnelles |
|  | Clause sociale | Sans |
|  | Critère environnemental | Avec |
|  | Durée / Délai | Défini par lot |
|  | Prix | Prix unitaires |
|  | Variation des prix | Avec |
|  | Avance | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat..... | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat..... | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat..... | 4 |
| 1.3 – Mode de passation..... | 4 |
| 1.4 - Type et forme de contrat..... | 4 |
| 1.5 - Emission des bons de commande | 5 |
| 2 – Caractéristiques des besoins..... | 5 |
| 2.1 – Caractéristiques techniques | 5 |
| 2.2 – Echanges avec le titulaire | 6 |
| 2.3 – Livraisons..... | 6 |
| 2.4 – Autres..... | 6 |
| 3 - Pièces contractuelles..... | 6 |
| 4 - Durée et délais d'exécution de l'accord-cadre | 6 |
| 5 - Prix | 7 |
| 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués..... | 7 |
| 5.2 - Modalités de variation des prix | 7 |
| 6 - Garanties Financières | 8 |
| 7 - Avance | 8 |
| 7.1 - Conditions de versement et de remboursement..... | 8 |
| 7.2 - Garanties financières de l'avance | 8 |
| 8 - Modalités de règlement des comptes..... | 8 |
| 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 9 |
| 8.2 - Présentation des demandes de paiement | 9 |
| 8.3 - Délai global de paiement | 9 |
| 8.4 - Autres conditions de règlement | 10 |
| 9 - Conditions d'exécution des prestations | 10 |
| 10 - Constatation de l'exécution des prestations | 11 |
| 11 – Obligations du titulaire | 11 |
| 11.1 – Cotraitance..... | 12 |
| 11.2 – Sous-traitance | 12 |
| 11.3 – Protection des données personnelles | 12 |
| 12 - Pénalités..... | 13 |
| 12.1 - Généralités..... | 13 |
| 12.2 - Pénalité pour retard de livraison..... | 15 |
| 12.3 - Pénalité pour mauvaise exécution des prestations..... | 15 |
| 12.4 - Pénalité pour travail dissimulé | 15 |
| 13 - Assurances..... | 15 |
| 14 - Clause de réexamen | 15 |
| 15 - Modifications relatives au titulaire du contrat..... | 16 |
| 15.1 – Modifications mineures | 16 |
| 15.2 – Modifications majeures | 16 |
| 16 - Résiliation du contrat | 17 |
| 16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre | 17 |
| 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire..... | 17 |
| 17 - Règlement des litiges | 17 |
| 18 - Dérogations | 17 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent la fourniture et la livraison de matériel de culture drosophile pour la plateforme « Drosophile » du CNRS Occitanie Est.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

Lieu d'exécution :

Plateforme « Drosophile » – BioCampus UMS 3426

C/O Laboratoire IGH

Campus CNRS Arnaud de Villeneuve (ADV)

141 rue de la Cardonille

34094 Montpellier Cedex 5

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

| Lot | Désignation |
|-----|---|
| 1 | Tubes en polystyrène pour drosophiles et bouchons compatibles en structure cellulaire ultra dense |
| 2 | Flacons/bouteilles avec base carrée en polypropylène pour drosophiles et bouchons compatibles en acétate de cellulose |

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 – Mode de passation

Le présent accord-cadre est conclu suite à une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-5 du Code de la commande publique.

1.4 - Type et forme de contrat

Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, cet accord-cadre est conclu **sans minimum et avec un maximum en valeur, fixé à 320 000,00 € HT pour l'ensemble des lots sur la durée totale de son exécution**, soit :

| Lot | Montant Maximum de commandes HT |
|-----|---------------------------------|
| 1 | 224 000 € |
| 2 | 96 000 € |

Ces montants constituent la limite supérieure des obligations contractuelles tant du CNRS que du titulaire de l'accord-cadre. Ainsi, l'accord-cadre prend fin de plein droit dès lors que le montant maximum est atteint et ce, quand bien même sa durée de validité ne serait pas encore expirée.

1.5 - Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande.

Chaque année, un bon de commande sera établi pour une période ferme de 12 mois durant laquelle les livraisons seront échelonnées conformément au planning annuel établi par la personne responsable de la plateforme « Drosophile ».

Les bons de commande sont établis conformément aux prix unitaires annexés à l'acte d'engagement pour la 1^{ère} année d'exécution. Ils seront ensuite établis conformément aux prix révisés approuvés par le CNRS, par application de l'article 5.2 du présent CCP, pour les années ultérieures.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre conformément à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant par email, fax ou courrier postal. Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité pourront être honorés par le titulaire.

L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La date et le numéro de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

2 – Caractéristiques des besoins

2.1 – Caractéristiques techniques

Les tubes, flacons et bouchons destinés à la plateforme Drosophile doivent satisfaire aux spécifications suivantes :

Lot n°1 : Tubes en polystyrène pour drosophiles + bouchons compatibles en structure cellulaire ultra dense

Les tubes pour drosophiles doivent être en polystyrène, de dimension 25 x 95mm, et les bouchons compatibles en structure cellulaire ultra dense.

Tubes et bouchons doivent faire l'objet d'un conditionnement peu volumineux.

Les tubes doivent pouvoir être utilisés dans un dispositif de remplissage, de type Droso-Filler pour 100 tubes, ayant les dimensions suivantes : 31,4 x 34,9 x 29,2 cm pour l'extérieur ; 26 x 27,9 x 14 cm pour l'intérieur et 2,54 cm entre les trous.

La consommation annuelle est estimée à 352 000 tubes en polystyrène de dimension 25 x 95mm ainsi qu'à 372 000 bouchons de 25mm de diamètre pour tubes étroits. Cette estimation est non contractuelle.

Lot n°2 : Flacons/bouteilles avec base carrée en polypropylène pour drosophiles + bouchons compatibles en acétate de cellulose

Les flacons/bouteilles avec base carrée doivent être en polypropylène, de capacité de 170 à 180 ml, et les bouchons compatibles en acétate de cellulose.

Flacons/bouteilles et bouchons doivent faire l'objet d'un conditionnement peu volumineux.

Les flacons/bouteilles doivent pouvoir être utilisés dans un dispositif de remplissage, de type Droso-Filler pour 25 flacons/bouteilles, ayant les dimensions suivantes : 31,4 x 34,9 x 29,2 cm pour l'extérieur ; 26 x 27,9 x 14 cm pour l'intérieur et 2,54 cm entre les trous.

La consommation annuelle est estimée à 45 500 flacons de 170 à 180 ml de capacité, et à 46 000 bouchons de 38 mm de diamètre. Cette estimation est non contractuelle.

2.2 – Echanges avec le titulaire

La communication avec le titulaire doit pouvoir se faire par mail et/ou téléphone, avec un interlocuteur unique dédié à la plateforme « Drosophile », joignable aux horaires de travail de la plateforme.

Pour toute sollicitation, celui-ci devra répondre sous 24h, par mail de préférence. La réactivité du titulaire est un élément essentiel.

2.3 – Livraisons

Les livraisons devront s'effectuer au minimum toutes les semaines au magasin du laboratoire IGH, le mardi en fin de matinée (horaires du magasin : 8h30 à 11h30).

Les livraisons auront lieu progressivement conformément à un planning déterminé par la personne responsable technique du plateau « Drosophile », qui sera transmis au titulaire après la notification du marché. Ce planning, établi annuellement, précisera les quantités à livrer chaque semaine et sera amené à être réactualisé en cas de besoin.

Le titulaire devra avoir une capacité de stockage suffisante (stock d'avance) pour éviter toutes ruptures éventuelles, et s'engager à respecter les livraisons prévues.

L'adaptabilité du titulaire aux exigences de livraison est un élément essentiel.

2.4 – Autres

Les frais de livraison doivent être inclus dans l'offre de prix et s'entendent franco de port.

3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) daté et signé par le titulaire de chaque lot et le représentant légal de l'acheteur, ainsi que l'annexe financière de chaque lot (Bordereau de Prix Unitaires - BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022.
- L'offre technique détaillée du titulaire ;
- Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les pièces générales (CCAG-FCS) ne sont pas jointes au présent accord-cadre mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter.

Toutes clauses figurant dans les documents fournis par le titulaire et qui seraient contraires aux clauses des pièces constitutives de l'accord-cadre sont réputées non écrites et ne sont pas opposables au présent contrat. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

NB : Pour chaque lot, seul l'acte d'engagement sera signé par les deux parties, contractualisant ainsi son annexe et toutes les autres pièces contractuelles énumérées ci-dessus.

4 - Durée et délais d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter de sa notification. La date de notification est la date de réception de la copie de l'accord-cadre signé des deux parties au titulaire (sur PLACE).

L'accord-cadre est reconduit tacitement trois (3) fois par période de douze (12) mois, 1 an après la date de notification ou de reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit de son titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité du marché en cours.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont précisés à l'article 2.3 du présent CCAP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement de chacun des lots.

Les prix sont définitifs et révisables selon les modalités fixées ci-dessous.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais (généraux, de logistique, etc.), charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres ainsi que les fournitures, matériels et sujétions du titulaire, le conditionnement, l'emballage, le transport jusqu'au lieu de livraison et l'assurance.

Les frais de livraison sont inclus dans les prix unitaires.

5.2 - Modalités de variation des prix

Une révision du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de chacun des lots de l'accord-cadre peut être réalisée annuellement sur proposition du titulaire ou à la demande du CNRS si besoin. Les prix sont alors révisés en conséquence et présentés conformément aux Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre, par référence au barème du titulaire.

La révision s'opère à la baisse ou à la hausse.

Le titulaire s'engage à communiquer sa demande de révision de prix au CNRS au plus tard trois (3) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre, par e-mail avec accusé réception envoyé au représentant du pouvoir adjudicateur aux adresses suivantes : dr13-exemarche@cnrs.fr, en mettant en copie achatdr13@dr13.cnrs.fr.

Les documents suivants devront parvenir au CNRS dans le cadre de la demande de révision :

- Le barème appliqué à l'ensemble de la clientèle du titulaire, daté et numéroté ;
- L'ensemble des barèmes successifs pratiqués par le titulaire depuis la notification du marché.

Le CNRS dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire part au titulaire de son éventuel désaccord.

Si le CNRS ne manifeste pas d'opposition à la mise en application de ces nouveaux tarifs, leur application sera effective à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas envoyé son prix révisé dans le délai contractuel ainsi défini, les tarifs applicables de l'année précédentes seront reconduits.

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale de l'accord-cadre telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite du marché.

Clause butoir : L'établissement se réserve le droit de limiter l'augmentation moyenne des prix HT à 3% par an.

Clause de sauvegarde : L'établissement se réserve le droit de résilier, conformément et dans les conditions prévues dans le présent document, la partie non exécutée de l'accord-cadre, à la date du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation moyenne des prix remisés HT de plus de 3% par an.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'**option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services**.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 10% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat (hors établissements publics de santé) et les collectivités territoriales, leurs établissements publics et les groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, conformément aux articles R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Les informations à faire figurer également dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (**SIRET n°18008901303720**)
- Le **code service** exécutant mentionné sur le bon de commande de l'entité CNRS facturée (UAR3426)
- Le **numéro d'engagement juridique** communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (ex : 1648L00000)

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat « Chorus Pro ».

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation « Chorus Pro »** (<https://chorus-pro.gouv.fr/>). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant : <https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>.

Seront déduites le cas échéant les pénalités prévues dans le CCP.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le pouvoir adjudicateur ou à compter de la date d'admission définitive des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du

titulaire, signifiée par le bénéficiaire concerné par courrier recommandé ou par mail avec accusé de réception postal.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Autres conditions de règlement

Les dispositions complémentaires suivantes s'appliquent pour le paiement des cotraitants et des sous-traitants :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution (de livraison) commence à courir à compter de la date de notification de ces bons.

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Les bons de commande, quant à eux, seront notifiés directement par le laboratoire dans les conditions qui sont définies à l'article 1.5.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Exécution aux frais et risques du titulaire :

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du présent accord-cadre, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement des activités de la plateforme « Drosophile », le CNRS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le contrat.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le CNRS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques du titulaire par un tiers s'applique également en cas de résiliation au tort du titulaire sous réserve de sa mention expresse dans la décision de résiliation par le CNRS.

Force majeure :

Dans tous les cas de force majeure entraînant ou risquant d'entraîner une diminution, même momentanée, des prestations assurées par le titulaire, le pouvoir adjudicateur et le titulaire se concerteront pour adapter provisoirement le marché à cette situation.

Le titulaire devra aviser la personne responsable du marché de l'impossibilité de l'exécution totale ou partielle du marché, et de plus :

- l'informer par tout moyen des survenances du cas de force majeure, de la nature, du point de départ et de la durée estimée de l'événement, ainsi que de l'étendue du domaine affecté par cet événement;
- confirmer dès que possible par écrit, l'avis ainsi donné ;
- prendre dans les meilleurs délais toute mesure appropriée en vue de remédier à cette situation et, en tout état de cause, d'en limiter les effets ;
- faire son possible pour respecter les obligations contractuelles.

Seront considérés comme cas de force majeure tout événement remplissant les critères fixés par la jurisprudence de la Cour de cassation.

L'exécution des obligations reprendra son cours normal dès que la force majeure aura cessée.

Toutefois, il est expressément convenu entre les parties que la grève des transports et la grève limitée aux établissements du titulaire ne constitue pas un cas de force majeure.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché.

Les éventuelles indemnités afférentes suivront la jurisprudence sur la force majeure.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Ces opérations de vérifications seront effectuées par l'équipe de la plateforme Drosophile lors de la livraison. Il sera notamment vérifié que la commande reçue correspond à ce qui a été commandé (le bon produit, la bonne quantité), et que le produit n'est pas arrivé abîmé.

La personne habilitée pourra notifier sur-le-champ sa décision au titulaire. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

En cas de défaut ou de non-exécution des prestations, dûment constaté, le CNRS mettra en demeure le titulaire de pallier le problème ou d'y remédier.

En cas de non-respect de ces dispositions, le CNRS se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au présent CCP.

11 – Obligations du titulaire

11.1 – Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent se présenter, soit individuellement, soit sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques (cotraitance).

C'est au stade de la candidature que les opérateurs économiques indiquent s'ils souhaitent se présenter en groupement, sous quelle forme (groupement solidaire ou groupement conjoint) et désignent leur mandataire. En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Sans préjudice des dispositions de l'article L.2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

11.2 – Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-14 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent (voir le document annexé à l'acte d'engagement de la présente consultation), ainsi que d'un dossier de présentation comportant les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques.

Le titulaire du marché peut également déclarer un sous-traitant en cours d'exécution du marché selon les modalités fixées ci-dessus.

NB : Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture (services ou i de pose ou d'installation).

11.3 – Protection des données personnelles

Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données. En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

12 - Pénalités

12.1 - Généralités

Par dérogation à l'article 14.1.1 au CCAG-FCS, toutes les pénalités sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable, par simple écrit adressé au titulaire, du seul fait de la constatation du non-respect des obligations prévues à l'accord-cadre.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard définis à l'article 12.2 du présent CCP, ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande accusant le retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application des pénalités est sans préjudice de l'exercice, par le CNRS, de tout autre droit et action en responsabilité, y compris son droit de résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 au CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

12.2 - Pénalité pour retard de livraison

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des exigences de livraisons hebdomadaires définies à l'article 2.3 du présent document, par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel de livraison est expiré. En cas d'exécution partielle ou échelonnée des prestations, cette pénalité sera appliquée aux prestations restant à exécuter.

12.3 - Pénalité pour mauvaise exécution des prestations

En cas de mauvaise exécution des prestations (commande reçue non conforme : ne correspond pas à ce qui a été demandé, quantité livrée différente de la quantité commandée, produits (tubes, flacons et bouchons) livrés abîmés), le pouvoir adjudicateur pourra appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 € par manquement constaté.

12.4 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité civile, d'exploitation et/ou professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour le CNRS des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre du fait de tout événement qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoire et doit être maintenue pendant toute la durée du présent accord-cadre. Elle couvrira entre autres :

- Toute faute du titulaire ;
- Les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- Les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent accord-cadre les actes de malveillance, etc.

Sur demande du CNRS, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police devront être fournis.

14 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant,

le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée en cas de :

- Remplacement par une nouvelle référence ;
- Remplacement par un produit (tube, flacon/bouteille, bouchon) aux caractéristiques similaires.

Et ce, à prix sensiblement équivalent à ce qui est présenté dans l'offre initiale, et n'ayant pas d'incidence majeure sur l'économie du marché.

Important : Le titulaire ne peut substituer un produit à un autre, sans accord préalable du CNRS.

15 - Modifications relatives au titulaire du contrat

Toute modification affectant le titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du CNRS à l'adresse mail suivante : achatsdr13@dr13.cnrs.fr

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

15.1 – Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires ;
- Modification de l'adresse électronique utilisée pour communiquer. Cette information doit être transmise au pôle achats au moins un (1) mois avant la date de début d'utilisation demandée.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant. Elles doivent néanmoins être communiquées dans les plus brefs délais, afin d'être intégrées, le cas échéant, dans les outils de gestion du CNRS. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'accord-cadre et la transmission d'un nouveau numéro de marché au titulaire du présent accord-cadre.

15.2 – Modifications majeures

Le titulaire doit informer le CNRS à l'adresse mail mentionnée ci-dessus de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

Sont également considérées comme majeures toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter l'accord-cadre.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les 2 parties seront soumises au Tribunal Administratif de Montpellier auquel les parties donnent attribution de compétence.

Tribunal Administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 Montpellier cedex 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

18 - Dérogations

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 12.1 du CCP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 12.2 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.